

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 14 oct 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



WALOR EXTRUSION

94 rue Saint Melaine
BP 0409
53000 LAVAL

Références : 2022-524_INSP_WALOR – Laval_RAP
Code AIOT : 0006300961

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement WALOR EXTRUSION implanté 94 rue Saint Melaine BP 0409 - 53000 LAVAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à une explosion et un incendie sur une grenailleuse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WALOR EXTRUSION
- 94 rue Saint Melaine BP 0409 53000 LAVAL
- Code AIOT : 0006300961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Equipementier automobile notamment IED du fait de son traitement de surface

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- explosion et incendie sur une grenailleuse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Incident du 04/10/2022	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les causes de l'incidents ne sont pas encore précisément identifiées, ce qui fait que les actions correctives à mettre en oeuvre demandent encore à être confirmées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident du 04/10/2022

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article R. 512-69 du code de l'environnement</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Description de l'incident</u> Un incident est survenu sur une grenailleuse le 04/10/2022 à 11h15.</p> <p>Suivant les déclarations de l'exploitant, une explosion au sein de la machine de filtration a eu lieu et l'incendie s'est déployé au sein de la machine, puis a atteint un chemin de câble électrique surplombant la machine. Dès le début de l'incendie, il y a eu l'intervention d'un équipier de première intervention avec l'utilisation d'un extincteur à poudre et dans le même temps les pompiers ont été contactés.</p> <p>L'incendie a eu lieu au cœur d'un bâtiment de 20 000 m² qui lui même se situe dans une zone de 120 000 m² à 2 km du centre ville de Laval.</p> <p>Les équipes internes sont immédiatement intervenues pour sécuriser (coupure des énergies de la machine) et tenter d'éteindre le feu. L'évacuation a été déclenchée et un appel des secours a été réalisé. Le feu ne s'est pas propagé étant contenu dans le système de filtration de la machine. Le feu a été contenu et totalement maîtrisé par les pompiers, qui ont procédé à l'ouverture du système de filtration de la machine.</p> <p><u>Conséquences :</u> Des fumées de combustion des poussières métalliques ont été émises. 89 personnes présentes dès le début de l'incendie ont été évacuées via l'alarme du site. 3 personnes ont été légèrement intoxiquées par les fumées et ont fait l'objet d'un examen complémentaire à l'hôpital qui n'a rien révélé d'anormal (pas d'arrêt de travail). La production a été arrêtée pendant l'intervention des pompiers. La réintégration des locaux et la reprise de la production ont été réalisées à partir de 14h30. La machine (grenailleuse) d'où a démarré l'incendie est inutilisable. 2 presses de forge ont été mises à l'arrêt suite à la dégradation des câbles d'alimentation électrique par les flammes de l'incendie.</p> <p>Pour éteindre l'incendie, n'ont été utilisés que des extincteurs à poudre. L'exploitant considère qu'il n'y a pas de risque environnemental significatif et qu'en terme sanitaire les conséquences ne nécessitent pas de suivi particulier. Les résidus secs doivent cependant être gérés comme des déchets dangereux.</p>

Causes probables

Elles ne sont pas encore établies. Une hypothèse est cependant avancée : la surchauffe d'une bobine d'électrovanne.

Clarifications et améliorations à apporter par l'exploitant

La déclaration de l'incident a été réalisée toutefois seulement le lendemain. Ce point demande à être amélioré.

Les causes de l'incident et les améliorations à apporter à l'installation doivent être précisées d'autant que d'autres grenailleuses sont utilisées sur le site.

L'exploitant complètera sa déclaration initiale en transmettant sous 15 jours un rapport d'incident comprenant :

- une description précise du fonctionnement de l'installation accompagnée d'un plan de la machine,
- les 2 derniers rapports de vérification électrique de l'installation,
- une mise à jour de la notification initiale de l'incident et de ses causes,
- les préconisations de maintenance et d'entretien de la machine avec une justification de leur respect,
- une description des trappes de désenfumage activées lors de l'incendie ainsi que le dernier rapport de vérification,
- un bilan définitif des déchets résultant de l'incendie ainsi que la justification de leur élimination suivant les dispositions réglementaires applicables,
- des propositions d'amélioration de la sécurité de la machine validée par l'équipementier avec un planning de mise en œuvre sur l'ensemble des grenailleuses du site.

Si besoin, l'exploitant mettra ensuite à jour les informations fournies et transmettra ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet